

Résumé analytique

Depuis la dernière mise à jour de l'IJDH sur les droits humains et l'État de droit en Haïti en décembre 2024, la crise de gouvernance et d'insécurité en Haïti s'est encore aggravée, avec une montée vertigineuse de la violence des groupes armés et une profonde dégradation de la situation humanitaire. L'inefficacité, la corruption et les luttes intestines affaiblissent le gouvernement de transition et renforcent les appels à sa destitution. Il reste moins d'un an avant la fin du calendrier de transition convenu, mais aucun progrès significatif n'a été réalisé en vue de rétablir la paix ou la démocratie.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les violations du droit à la vie et à la sécurité de la personne, que le gouvernement n'a pas pu ou voulu contrôler et dont il est de plus en plus complice, se sont encore multipliées. Depuis janvier, plus de 4 000 personnes ont été tuées et plus d'un million ont été déplacées. Les mutilations, les violences sexuelles, les incendies de personnes et de biens, les enlèvements et le recrutement forcé sont omniprésents dans les zones contrôlées par les groupes armés. Ces derniers ont étendu leur contrôle à de nouveaux territoires, notamment dans le quartier de Kenscoff à Port-au-Prince, la commune de Petite-Rivière dans l'Artibonite, et le département du Centre. La police haïtienne reste faible et largement inefficace pour contrôler la violence des groupes armés. Un nombre croissant d'acteurs non étatiques, notamment des groupes civils « d'autodéfense » et des entreprises militaires privées engagées par le gouvernement haïtien, comblent le vide sécuritaire qui en résulte. Ces acteurs non étatiques sont responsables d'un nombre croissant de morts et de blessés parmi les civils, ainsi que d'autres violations des droits humains, qui restent largement impunies et sont parfois même encouragées par la police. La prolifération de ces acteurs armés qui échappent à tout contrôle et dont beaucoup poursuivent leur propre agenda, complique encore davantage les défis sécuritaires auxquels Haïti se voit confronté et sape l'autorité du gouvernement.

Plusieurs membres du Conseil présidentiel de transition sont accusés de manière crédible de corruption et de collusion avec les groupes armés qui ravagent Haïti, perpétrant ainsi les mêmes pratiques abusives historiques du gouvernement qui sont à l'origine de la crise haïtienne. Aussi dans plusieurs ministères et agences gouvernementales, de nombreux cas de corruption ont été signalés. La police et d'autres acteurs étatiques se livrent à des exécutions extrajudiciaires et à des préjudices généralisés envers la population civile, notamment en collaboration avec des groupes civils d'« autodéfense » et des entreprises privées. L'impunité systémique à l'égard de ces abus et bien d'autres – notamment en raison de la corruption endémique et de la politisation du système judiciaire – alimente le cycle de la violence. Le secteur judiciaire haïtien reste pratiquement inopérant en raison d'un démantèlement systématique par des gouvernements corrompus, de la négligence chronique et d'une insécurité aiguë qui affecte le fonctionnement des tribunaux. La persistance de taux élevés de détention provisoire et de conditions carcérales inhumaines constitue une violation flagrante des droits humains.

L'insécurité et la crise humanitaire qui en découle continuent d'affecter de manière disproportionnée les personnes déjà en marge de la société. La période couverte par le présent rapport a été marquée par une nouvelle recrudescence spectaculaire de violences sexuelles contre les femmes et les filles, en particulier dans les sites de déplacement. Les groupes armés continuent de recruter et d'exploiter systématiquement des enfants. Les femmes, les enfants et les autres personnes vulnérables sont confrontés à des obstacles supplémentaires pour accéder aux ressources, aux services et aux protections, et ont été touchés de manière disproportionnée par les réductions de l'aide humanitaire. La marginalisation persistante des femmes et de leurs besoins dans le processus de transition – en violation des lois haïtiennes et des meilleures pratiques reconnues – perpétue les inégalités et risque de compromettre la transition.

Le paysage social et économique d'Haïti, déjà catastrophique, continue de se dégrader. Environ 40 % des Haïtiens vivent dans l'extrême pauvreté et plus de 5,7 millions sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë : Haïti est l'un des cinq pays au monde confrontés à un risque immédiat de famine. La fermeture généralisée des écoles et des hôpitaux continue d'affecter des centaines de milliers de personnes.

Ces défis combinés poussent un nombre croissant d'Haïtiens à fuir le pays en quête de sécurité. Mais alors même que des États étrangers dénoncent la détérioration de la situation des droits humains en Haïti, plusieurs d'entre eux – notamment la République dominicaine et les États-Unis – ont mis en œuvre des mesures racistes, inhumaines et, dans de nombreux cas, illégales pour restreindre les possibilités d'asile et expulser les Haïtiens déjà présents sur leur territoire.

Alors même que la crise haïtienne s'intensifie, la réponse internationale est devenue de plus en plus confuse. Des puissances étrangères ont mis en place et continuent d'appuyer les acteurs politiques responsables des défis actuels d'Haïti. Bien que le trafic illégal d'armes et de munitions vers Haïti, notamment en provenance des États-Unis, alimente la violence actuelle, il demeure sans réponse. Parallèlement, la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), qui continue de se heurter à des difficultés de financement et de déploiement, n'a pas réussi à enrayer la progression des groupes armés et fait face à un avenir incertain. L'aide humanitaire, pourtant désespérément nécessaire et déjà chroniquement sous-financée, a été brutalement réduite, principalement en raison du démantèlement par les États-Unis de leur aide internationale.